

Burundi : le groupe d'experts de l'ONU se met au travail

RFI, 01-03-2016 C'est dans un contexte tendu, au Burundi, que la première mission d'enquêteurs indépendants mandatés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU est arrivée lundi soir. Les trois experts vont enquêter sur les nombreuses violations des droits de l'homme dans le pays secoué par une crise politique depuis des mois autour du troisième mandat du président Nkurunziza. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240 000 personnes à quitter le pays.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU s'était ému fin janvier du contretemps subi par la mission des trois experts indépendants, faute de visas des autorités. La visite du secrétaire général des Nations unies la semaine dernière dans le pays a, semble-t-il, débloqué la situation. L'équipe est composée d'un expert de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, d'une spécialiste de la question des réfugiés auprès de l'Union africaine et d'un expert de l'ONU sur la justice transitionnelle. Dès ce mardi, la mission doit rencontrer plusieurs officiels : le président, plusieurs membres du gouvernement et des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme ainsi que des ONG locales. Faire la lumière sur les fosses communes. Comme l'expliquent les membres de cette équipe d'experts, leur objectif est « d'aider l'Etat burundais à remplir ses obligations en matière de droits de l'homme, y compris en identifiant les auteurs présumés des violations constatées ». Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme avait dénoncé le mois dernier de nouvelles vagues de violations des droits de l'homme dans le pays. L'équipe devrait retourner aux autorités la proposition d'assistance technique pour élucider l'existence de présumées fosses communes apparues après la répression du 11 décembre dernier. Hasard ? Les autorités ont justement annoncé lundi la découverte d'une fosse commune dans le quartier contestataire de Mutakura à Bujumbura, pointant l'implication de l'opposition. Une trentaine de corps y seraient ensevelis d'après le maire. Le maire de Bujumbura a assuré - à par ailleurs - aujourd'hui devant la presse locale que l'administration avait enterré 58 corps après les événements du 11 décembre dernier. De nombreuses familles, ayant perdu la trace de leurs proches, attendent la vérité sur l'existence de présumées fosses communes, suite aux attaques de camps militaires et la répression sanglante qui s'en est suivie contre les opposants et leurs proches. C'est l'une des zones d'ombre que devront élucider les enquêteurs internationaux.